

Séance des questions au Gouvernement - Mardi 21 avril 2020

Jean-Paul LECOQ

Impact de la crise liée au Covid-19 sur les budgets des collectivités territoriales

Monsieur le Premier Ministre,

Le chantier de l'après-confinement qui s'ouvre exigera la mobilisation de toute la République, et principalement les communes.

Mais avec des dotations en chute libre depuis des années à cause de l'austérité imposée par l'État, et le confinement qui a supprimé beaucoup de recettes, la force protectrice des communes est gravement menacée.

Qui compensera tout cela ? Stationnement, loyers des concessions, taxe sur les marchés, cantines municipales, et j'en passe !

Qui paiera pour compenser les efforts que fournissent les communes sur leurs propres budgets pour aider au déconfinement ?

Je rappelle quand même que les communes doivent équilibrer leur budget, ce qui sous-entend qu'une baisse de leurs recettes et une augmentation de leurs dépenses ne peuvent conduire qu'à une chose : une diminution du niveau de service...

C'est-à-dire tout le contraire de ce que cette sortie de crise nécessite.

Il n'aura échappé à personne que les communes sont en première ligne dans la gestion de cette crise, rappelant au passage à ceux qui les méprisent combien leur engagement est essentiel.

Ce travail vous arrange bien. Et, conscient de cela, vous l'avez qualifié de remarquable.

Mais ce qui serait **remarquable**, c'est que l'État reconnaisse enfin à sa juste valeur ces efforts.

Parce qu'en attendant, vous n'avez rien prévu financièrement pour valoriser ce service public :

- Rien sur le **dégel de la rémunération** des fonctionnaires et sur leur pouvoir d'achat !
- Et rien sur les **dotations et compensations de l'État** pour le fonctionnement et l'investissement dans les communes.

Vous vous êtes même permis de proposer d'attribuer une prime de 1500 € aux agents que vous demandez aux mairies de payer. Merci d'être généreux avec l'argent des autres...

Le premier réflexe de l'exécutif face à la crise a été de dire « peu importe ce que cela coûtera ».

Il est donc grand temps, Monsieur le Premier Ministre, d'annoncer des mesures d'envergure marquant le soutien de la Nation envers les communes de France.